

● (1450)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PROJET AMÉRICAIN DE FERMETURE DE TROIS PORTS D'ENTRÉE SUR LA RIVIÈRE SAINTE-CLAIRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT CANADIEN

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme le bruit court que les États-Unis envisagent de fermer trois ports d'entrée sur la rivière Sainte-Claire entre le Canada et les États-Unis, qu'a fait le gouvernement pour garder ces postes ouverts, compte tenu du fait qu'une grande partie du transport entre les centres industriels américain et canadien se fait par traversiers sur la rivière Sainte-Claire?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je ne suis pas au courant de cette affaire, mais c'est avec plaisir que je me renseignerai et ferai rapport au député.

* * *

[Français]

LES PORTS

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN PORT EN EAU PROFONDE À GROS-CACOUNA—LA DATE OÙ L'ÉTUDE SERA TERMINÉE

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Étant donné que le comité de promotion du port de Gros-Cacouna attend depuis fort longtemps le résultat d'une étude effectuée par le gouvernement, j'aimerais demander à l'honorable ministre s'il est aujourd'hui en mesure de dire si l'étude au sujet de l'aménagement d'un port en eau profonde est terminée, et si l'emplacement de Gros-Cacouna demeure toujours une possibilité pour la réalisation de ce projet.

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Le député ne le sait peut-être pas, mais il y a deux semaines environ, le rapport a été déposé ici, à la Chambre des communes. J'en ai envoyé des exemplaires au gouvernement du Québec qui est donc entièrement libre de les distribuer comme il l'entend. Il en va de même pour les autres provinces de la région atlantique. Quant au second point, le rapport, comme je crois l'avoir déclaré au moment de sa publication, porte sur les cinq ou mêmes les six possibilités et il appartient à chacune des provinces concernées de faire la démarche suivante et de décider des initiatives qu'elles veulent entreprendre.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ON DEMANDE L'ASSURANCE QUE L'ASSISTANCE EN DENRÉES ALIMENTAIRES SE REND À DESTINATION

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, je vous remercie de me fournir l'occasion de parler pour la première fois à la Chambre, et je vous offre mes félicitations pour votre nomination au poste de président.

[Traduction]

Comme je m'intéresse depuis bon nombre d'années aux pays en voie de développement, j'aimerais poser ma ques-

Questions orales

tion au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu les nouvelles parues dernièrement sur la difficulté de livrer les produits alimentaires envoyés à titre d'aide à l'étranger, y compris les troublants problèmes qui se posent dans les pays intéressés, comme la détérioration, le mauvais usage ou la mauvaise répartition des aliments reçus en dons, le ministre pourrait-il nous dire s'il y a des progrès satisfaisants dans la mise au point de sauvegardes énergiques et efficaces pour réduire ce problème au minimum et soulager dans la plus grande mesure possible les affamés grâce aux livraisons d'aliments canadiens, surtout au Bangladesh?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le haut-commissariat a entrepris de réviser les modalités établies pour faire en sorte que les aliments déchargés au Bangladesh et distribués dans les divers dépôts du pays parviennent à destination. Une personne du haut-commissariat a été chargée de suivre de très près la distribution de l'aide en produits alimentaires et de faire en sorte qu'elle parvienne à destination.

En outre, le Canada a fait savoir au gouvernement du Bangladesh que les 20 millions de dollars de denrées alimentaires, promis dernièrement, ne seront envoyés que s'il met au point un régime de distribution plus efficace dans les régions du pays où le grain est le plus nécessaire. J'ajoute en terminant que la contrebande la plus grave qui se produit au Bangladesh s'exerce dans les régions frontalières. On a informé le gouvernement du Bangladesh que de l'efficacité de ses mesures, pour mettre fin à ce genre de contrebande, surtout en ce qui concerne le riz de culture locale, dépendra jusqu'à un certain point la nature et l'importance de toute nouvelle aide canadienne.

* * *

LA SANTÉ

BŒUF HACHÉ—LA QUESTION DES POURSUITES CONTRE LES DÉTAILLANTS TROUVÉS EN POSSESSION DE VIANDE CONTAMINÉE

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et elle se rapporte à une question posée tout à l'heure. Vu les récentes nouvelles au sujet de la présence de salmonellas dans le bœuf haché et comme ce n'est pas la première fois depuis deux mois que l'on découvre ce genre de bactéries, le ministre peut-il nous dire s'il entend poursuivre les détaillants en cause et sinon, pour quelle raison?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, nous allons suivre dans ces cas la pratique habituelle qui a été suivie jusqu'ici dans les autres cas. Lorsqu'on découvrait des situations de ce genre, nous donnions un avis immédiat aux entreprises en cause, et s'il y avait récurrence, nous les poursuivions devant les tribunaux.

[Traduction]

M. Rodriguez: La loi prévoit certainement des sanctions dans de tels cas. Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement compte tenter des poursuites contre les compagnies délinquantes?